

NI DIEU NI MAITRE

Si Dieu existait il faudrait
l'abolir.

BAKOUNINE.

ORGANE COMMUNISTE - ANARCHISTE

paraissant tous les quinze jours.

Notre ennemi, c'est
notre maître.

LA FONTAINE.

Abonnements

BELGIQUE.	
Trois mois	0,40
Six mois	0,80
Un an	1,50

BUREAUX & ADMINISTRATION

28, Rue de la Vierge-Noire, 28
BRUXELLES

Abonnements

EXTÉRIEUR	
Trois mois	0,60
Six mois	1,20
Un an	2,50

LES MASSACRES DE JUIN 1848

De même que les journées de massacre de Mai 1871, qui furent méditées et préparées de longue main par Thiers, Jules Favre et leurs complices du gouvernement de la défense nationale, — les journées de Juin 1848 furent voulues et préparées par Marast, Lamartine et leurs complices du gouvernement provisoire.

C'est ce que nous allons prouver.

Le peuple avait fait la Révolution du 24 Février malgré la défection criminelle de M. Odilon Barrot et de ses amis les députés d'opposition dynastique, qui avaient provoqué le mouvement révolutionnaire.

Cette circonstance fit que, après la fuite de Louis-Philippe et la sortie des troupes, les masses populaires armées se trouvèrent absolument maîtresses de Paris, c'est-à-dire en situation de poursuivre par elles-mêmes leur complète émancipation politique et sociale; malheureusement, elles se laissèrent égarer par une intrigue ourdie par les rédacteurs de deux journaux, *le National* et *la Réforme*, pour la constitution d'un gouvernement provisoire dans lequel les hommes du premier de ces journaux eurent l'habileté d'introduire une majorité de républicains autoritaires et anti-socialistes.

Quelques journalistes s'entendirent pour dresser une liste composée des noms de Dupont de l'Eure, François Arago, Ledru-Rollin, Marie, Flocon, Garnier-Pagès, Armand Marast, Lamartine, Crémieux et Louis Blanc; pour donner à cette liste de bourgeois une apparence démocratique, ils ajoutèrent, après réflexion, le nom d'Albert, ouvrier mécanicien.

Ces noms, ainsi choisis d'avance dans le bureau d'un journal, furent transmis à l'acclamation de la foule comme constituant un gouvernement provisoire: on sait comment s'opère ce genre d'escamotage de l'initiative et de la souveraineté du peuple.

Dans la formation du gouvernement provisoire les hommes de *la Réforme* furent joués par ceux du *National*; ces derniers, profitant de la majorité qu'ils avaient dans le conseil, tentèrent même, dès le principe, d'éliminer Louis Blanc, Albert et Flocon en cherchant à les faire considérer comme simples secrétaires sans voix délibérative: il s'agissait d'isoler complètement Ledru-Rollin, dont on redoutait l'influence sur les masses. La tentative échoua, grâce à la ténacité de ceux qu'on voulait exclure; mais Armand Marast, l'âme du complot, n'en poursuivit pas moins, d'accord avec Lamartine, son plan d'élimination et de réaction contre les éléments qu'il considérait comme trop révolutionnaires.

Seulement, comme Paris ne renfermait ni un soldat ni un sergent de ville et que le peuple en armes remplissait les places et les

rues, les réacteurs se décidèrent à temporiser: comprenant l'influence prépondérante de Ledru-Rollin et de Louis Blanc sur les masses ouvrières, ils cherchèrent à les amadouer en consentant à la proclamation immédiate de la République, qu'ils avaient tenté d'ajourner; et, tout en persistant à maintenir comme drapeau national le drapeau tricolore qui n'avait pas encore été déshonoré par Napoléon III, ils consentirent à mettre leur signature sur un décret portant ce qui suit:

« Comme signe de ralliement et comme signe de reconnaissance pour le dernier acte de la Révolution populaire, — les membres du gouvernement provisoire et les autres autorités, porteront la rosette rouge, laquelle sera placée aussi à la hampe du drapeau. » (Voyez cette phrase écrite dans le *Moniteur* officiel du 27 février 1848, ô Grévy, ô Brissot, ô hommes de 1848 qui faites égorger aujourd'hui les révolutionnaires quand ils revendiquent le droit d'arborer leur cocarde rouge.)

Les républicains ennemis de socialisme embarqués dans le gouvernement provisoire poussèrent encore plus loin la dissimulation: A un ouvrier, nommé Marche, qui se présenta au nom du peuple, un fusil à la main, en demandant avec menace la reconnaissance du droit au travail, ils s'empressèrent de répondre par le décret qui suit:

« Le gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail;

« Il s'engage à garantir le travail à tous les citoyens;

« Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail;

« Le gouvernement provisoire rend aux ouvriers, auxquels il appartient, le million qui va échoir de la liste civile. »

Et le peuple qui était maître de Paris, qui pouvait tout prendre, se contenta de ces promesses de travail, lui qu'on traite si volontiers de paresseux, — et il déclara, par la bouche de Marche, qu'il mettait trois mois de misère au service de la République pour l'exécution des engagements pris à son égard.

Les trois mois se passèrent sans que les engagements fussent exécutés.

Pour leurrer le peuple on avait bien institué au Luxembourg une commission de gouvernement pour les travailleurs, sous la présidence de Louis Blanc, mais on lui avait refusé les moyens d'exécuter ses décisions, — et pour amoindrir son influence sur les ouvriers on avait embrigadé ces der-

niers dans les *Ateliers nationaux*, sous le commandement d'Emile Thomas, âme damnée de MM. Marie et Marast.

Cet embrigadement des travailleurs comme salariés de l'Etat avait aussi pour but de mettre entre les mains des réacteurs du gouvernement une force populaire pour l'opposer aux éléments révolutionnaires.

Voici comment Emile Thomas le reconnaît lui-même dans son *Histoire des Ateliers nationaux*, page 200:

« M. Marie me fit mander à l'Hôtel-de-ville... je m'y rendis et reçus la nouvelle qu'un crédit de cinq millions était ouvert aux ateliers nationaux...

« M. Marie me prit ensuite à part et me demanda, fort bas, si je pouvais compter sur les ouvriers. — « Je le pense, répondis-je; cependant le nombre s'en accroît tellement qu'il me devient difficile de posséder sur eux une action aussi directe que je le souhaiterais. — Ne vous inquiétez pas du nombre, me dit le ministre; si vous les tenez, il ne sera jamais trop grand; mais trouvez un moyen de vous les attacher sincèrement; ne ménagez pas l'argent; au besoin, on vous en accorderait des fonds secrets. Croyez-vous parvenir à commander entièrement à vos hommes? Le jour n'est peut-être pas loin où il faudra les faire descendre dans la rue. »

Malheureusement pour M. Marie et ses complices du gouvernement, leurs tentatives de corruption échouèrent auprès de la plupart des ouvriers embrigadés dans les ateliers nationaux et ils finirent par s'apercevoir que la force qu'ils avaient organisée pour la réaction tournait contre leurs propres vues.

Dès lors ils décidèrent la dissolution des Ateliers et prirent secrètement leurs mesures pour concentrer dans Paris des troupes suffisantes pour écraser les éléments révolutionnaires.

Lamartine avoue, dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, qu'il se mit d'accord avec le général Négrier pour une marche rapide sur Paris du corps d'armée de 30,000 hommes qu'il commandait dans le Nord.

Enfin le général Cavaignac, soldat avant tout, que les réacteurs gouvernementaux savaient jaloux de faire prendre à l'armée la revanche de ce qu'il appelait les hontes du 24 février, fut nommé ministre de la guerre, avec ordre d'avoir, dans la capitale, 45,000 hommes de troupes prêtes à combattre.

La nomination du général Cavaignac que beaucoup croyaient, alors, digne de la considération attachée au souvenir de son frère Godefroy Cavaignac, eut pour but de faire

croire sincèrement à des républicains naïfs qu'il ne s'agissait que de défendre la République contre de prétendus agissements des partis monarchistes auprès de la population ouvrière, qui manifestait déjà son mécontentement de la violation des promesses faites le 24 février précédent.

Cependant, M. Emile Thomas, comprenant les difficultés et les dangers de la fermeture des Ateliers nationaux et surtout des responsabilités qu'il encourait personnellement, cherchait des moyens de conciliation quand il reçut tout à coup de M. Trélat, ministre des travaux publics, un arrêté qui contenait entre autres les dispositions suivantes :

« Les ouvriers célibataires, âgés de 18 à 25 ans, seront invités à s'enrôler sous les drapeaux de la République pour compléter les différents régiments de l'armée; ceux qui refuseront de souscrire des engagements volontaires (!) seront immédiatement rayés des listes d'embarquement des Ateliers nationaux.

« Les patrons pourront requérir tel nombre d'ouvriers des Ateliers nationaux qu'ils déclareront nécessaires à la reprise ou à la continuation de leurs travaux. Ceux qui refuseront de les suivre seront, à l'instant rayés de la liste générale des Ateliers nationaux.

Il est facile de se figurer la colère des cent dix mille ouvriers visés par cet arrêté infâme : après leur avoir promis de leur garantir la subsistance par le travail, on leur offrait le choix entre la mort par le canon et la mort par la faim; après avoir reconnu qu'ils doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail, on les livrait à l'exploitation patronale au prix qu'on voudrait bien leur donner.

Pierre Leroux eut beau protester contre une aussi impudente violation des promesses faites, M. Goudchaux, ministre des finances, déclara qu'il fallait que les Ateliers nationaux disparussent immédiatement à Paris et en province.

A cette déclaration provocatrice, les ouvriers menacés répondirent par une affiche collée sur tous les murs de Paris et qui se terminait par les paroles suivantes :

« Vous demandez la suppression immédiate des cent dix mille travailleurs qui attendent chaque jour de leur modeste paye les moyens d'existence pour eux et leurs familles; les livrera-t-on aux mauvais conseils de la faim, aux entraînements du désespoir? »

Le 22 juin, à 9 heures du matin, cinq délégués des ouvriers se présentèrent chez M. Marie et, après avoir rappelé les promesses faites, déclarèrent que s'ils avaient versé leur sang, c'était pour arriver à une République véritablement démocratique et sociale qui mit fin à l'exploitation de l'homme par l'homme; et ils demandèrent l'organisation d'ateliers qui pussent servir de refuge aux ouvriers sans travail.

M. Marie s'écria aussitôt avec colère : « Les ouvriers qui ne se soumettront pas au décret seront renvoyés de Paris par la force. »

« Citoyen Marie, répondit l'orateur ouvrier, vous insultez des hommes investis d'un caractère sacré comme délégués du peuple; nous nous retirons, convaincus que vous ne voulez ni l'organisation du travail ni la prospérité du peuple travailleur. »

Le soir de cette entrevue on entendit déjà dans les rues le cri funèbre : *Du pain ou du plomb!*

Le peuple était descendu dans la rue ayant pour unique drapeau celui des revendications prolétariennes.

Dans la matinée du 23, des coups de feu furent échangés sur le boulevard, auprès de la porte St-Denis : cinquante mille ouvriers mal armés et inhabiles au maniement du

fusil se trouvèrent, en quelques heures, sur toute l'étendue de Paris, aux prises avec cinquante mille soldats dressés pour la bataille et abondamment pourvus d'armes terribles et de munitions.

Cependant, malgré cette infériorité d'armement, le courage des insurgés fut tel qu'ils parurent plusieurs fois définitivement vainqueurs : au faubourg du Temple, le général Cavaignac, malgré sept bataillons dont il était entouré et une artillerie formidable, se vit obligé de demander des secours au général Lamoricière qu'il allait secourir.

La journée du 24 se leva lugubre : on entendit retentir dès les premières heures du matin le cri de la veille : « Du pain ou du plomb! » L'acharnement redoubla partout.

A midi, l'Assemblée nationale vota l'état de siège de Paris et la dictature du général Cavaignac.

Il est inutile d'entrer dans le détail de toutes les atrocités commises par les troupes pour vaincre la résistance héroïque des insurgés : les ordres de Cavaignac étaient impitoyables et ils furent exécutés avec barbarie; malgré tout, la lutte dura jusqu'au 26 à cinq heures du soir; les ouvriers avaient du battre en retraite après avoir épuisé leurs dernières cartouches.

Pendant la bataille, le général Cavaignac avait fait afficher la proclamation suivante : « Ouvriers, et vous tous qui tenez encore les armes levées contre la République, une dernière fois, au nom de tout ce qui est respectable, de saint, de sacré pour les hommes, déposez vos armes! L'Assemblée nationale, la nation entière vous le demandent.

« On vous dit que de cruelles vengeances vous attendent : ce sont vos ennemis, les nôtres, qui parlent ainsi... »

Dans une autre proclamation affichée le 26, Cavaignac disait : « Dans Paris, je vois des vainqueurs et des vaincus; que mon nom soit maudit si je consentais à y voir des victimes! »

Oh! qu'il soit donc éternellement maudit le fourbe, le faux républicain qui, après avoir fait égorger 10,000 ouvriers légitimement révoltés, a osé, quand tout combat avait cessé, faire fusiller sans jugement, dans la plaine de Grenelle, au cimetière Mont-Parnasse, dans les carrières de Montmartre, dans la cour de l'hôtel de Cluny et au cloître Saint-Benoit, de nombreux prisonniers.

La postérité saura que le frère de Godefroy Cavaignac fit entasser au fond du souterrain de la terrasse des Tuileries, au bord de l'eau, des prisonniers sur lesquels on tirait au hasard à travers les lucarnes; elle dira que sous sa dictature 15,000 citoyens furent arrêtés et 4,348 transportés sans jugement; elle dira que c'est Eugène Cavaignac qui ouvrit l'ère des déportations et des fusillades en masse, et que Louis Bonaparte au 2 Décembre et M. Thiers en 1871 n'ont été que ses imitateurs.

Ils méritent aussi les malédictions de l'histoire, les députés socialistes-révolutionnaires qui, reconnaissant la légitimité des revendications prolétariennes, ne se joignaient pas aux insurgés pour les faire triompher.

Que ces malédictions s'attachent particulièrement flétrissantes et vengeresses aux républicains qui marchèrent contre le peuple derrière les canons de Cavaignac, qui, qu'ils soient flétris à tout jamais les Lamartine, les Marast, les Garnier-Pagès, les Arago, les Marie, les Ledru-Rollin, les Jules Favre, les Bixio, les Clément Thomas, les Proudhon et les Victor Hugo.

Oui, Victor Hugo, lui aussi! — On le vit à l'attaque de la barricade de la rue Vieille-

du-Temple et à l'assaut de la formidable redoute du faubourg du Temple où fut blessé le colonel Monténars.

Et qu'on ne vienne pas dire qu'une telle conduite fut le résultat d'un horrible malentendu et que beaucoup de républicains sincères combattirent l'insurrection croyant la République attaquée.

Cette raison, qui fut aussi imaginée en 1871 par Louis Blanc, Toïain, Madier de Montjau et autres pour expliquer leur permanence dans l'Assemblée de Versailles quand celle-ci faisait bombarder Paris et massacrer les défenseurs de la Commune, même quand ils étaient désarmés, est ridicule et misérable.

Jamais, à aucune époque, on n'a vu dans Paris des insurrections populaires contre les libertés publiques; toujours elles ont été entreprises au nom des droits du peuple et pour exiger l'application ou le développement des idées égalitaires propagées précisément par les hommes auxquels nous reprochons d'avoir combattu les insurgés de Juin ou de ne les avoir pas aidés.

Au surplus, ces hommes savaient très-bien que quand des milliers d'ouvriers se lèvent, c'est qu'ils sont opprimés et que, selon la Déclaration des Droits de l'Homme, l'oppression légitime et commande l'insurrection comme le plus sacré des droits et des devoirs.

Que la réprobation universelle reste donc attachée aux noms des prétendus républicains qui firent ou laissèrent mitrailler les ouvriers en juin 1848, — comme elle restera attachée aux noms des Thiers, des Galliffet et à ceux des misérables qui, gouvernant aujourd'hui la France au nom de la République, emprisonnent, proscrirent et massacrent les vrais républicains.

AVIS

Nous supprimons, pour le numéro 3, tous les envois aux dépositaires qui n'ont pas réglé le N° 1, nous espérons que nos lecteurs ne nous quitteront pas pour cela et s'efforceront de nous trouver d'autres dépositaires.

Les citoyens qui voudraient faire partie de la tournée de propagande qui se prépare pour le Borinage, sont priés de faire parvenir leur adhésion au bureau du Journal ou rue de Rollebeek, 4.

PROPOS SUBVERSIFS

II — L'ÉCOLE

Il ne manque pas de naïfs qui croient l'école créée pour développer l'intelligence de la jeunesse.

Profonde est leur erreur!

Si l'on examine avec quelque attention l'enseignement des écoles, on n'aura pas de peine à reconnaître que cette institution, avec ses tendances actuelles et le genre d'instruction qui s'y donne, n'a, en réalité, d'autre but que d'abrutir la jeunesse.

Il suffit de parcourir les livres classiques pour en être immédiatement convaincu.

Existe-il des recueils plus ineptes que les livres de lecture des écoles primaires publiques ou privées? Car tous se valent à peu de chose près.

Il serait difficile d'imaginer ramassis plus complet de bonnieuseries bêtes, de religiosité naïve, de science de paccotille, de croyances surannées, d'idées étroites, de morceaux de littérature dont le moindre défaut est l'absence absolue de valeur littéraire et de préceptes moraux aussi vulgairement bourgeois qu'absurdement conventionnels.

De quelle abominable façon ne travestit-on pas l'histoire dans les manuels destinés à la jeunesse? Que de connaissances inutiles ne prodigue-t-on pas aux enfants! Et par contre que de connaissances indispensables

ne leur cache-t-on pas ! Mais c'est surtout à l'enseignement moyen que revient la palme. Ce sont les études dites *humanitaires* (! ! !), qui ont été le plus habilement composées pour atrophier le cerveau des malheureux, condamnés à les subir ! Le latin et le grec — langues nullepart usitées aujourd'hui — sont longuement enseignés ; on fait lire et traduire aux jeunes gens des œuvres datant de deux mille ans et plus. On les fait pâlir six années sur des textes latins et grecs — car la plus grande partie des journées de classe est consacrée à ces langues mortes.

On ne réserve que quelques heures par semaine — le moins possible — aux langues vivantes et encore comment les enseigne-t-on ! Celui qui a appris l'allemand et l'anglais pendant plusieurs années, comme on l'apprend dans les athénées et les lycées, est absolument incapable de parler l'une de ces langues : il sait, à l'aide de dictionnaires, faire un thème ou une version mais il ne pourrait se faire comprendre d'un allemand ou d'un anglais.

Et la littérature française ! On met entre les mains des élèves, les auteurs les mieux faits pour les en dégouter à jamais ! Au lieu des grands écrivains qui font l'honneur des lettres françaises, ce sont des auteurs sans génie, sans originalité, sans esprit dont on fait lire les œuvres à la jeunesse. C'est le *Petit Carême* de Massillon ! Ce sont les œuvres les plus médiocres, les plus insipides de Boileau ! C'est le *Télémaque* de Fénelon, poème totalement démodé et fort peu intéressant assurément pour la jeunesse de cette fin du 19e siècle ! Tous ouvrages on ne peut mieux faits pour inspirer une profonde horreur de la littérature française.

L'école, comprise comme elle l'est par nos gouvernants bourgeois, doit inévitablement former des générations de crétins et elle les forme en effet.

Elle devrait être transformée de fond en comble pour produire de bons résultats. Et cette transformation, la bourgeoisie se gardera bien de l'opérer. Elle a intérêt à l'abâtardissement des esprits. Une nation avachie est plus facile à gouverner.

LE MEETING DU 8 JUIN

Un nouveau meeting, organisé par le groupe *les Affamés*, a eu lieu, lundi soir, à la salle *Navarona*, rue des Brigittines.

Depuis longtemps, cette salle, la plus grande de Bruxelles, n'avait vu pareille affluence de monde. Le citoyen Monier fait remarquer avec quelle stupidité le *National belge*, organe républicain, a essayé de ridiculiser les précédents meetings organisés par les anarchistes.

Le citoyen Dupont prend ensuite la parole. La situation économique de la société actuelle pousse chacun à rechercher le remède qui pourrait la changer. Les uns, continuant les errements du passé, placent toute leur confiance en le suffrage universel ; les autres n'ont foi qu'en la révolution sociale pour émanciper entièrement le peuple. Les uns veulent continuer à le bernier, les autres veulent le débarrasser de tous ceux qui, aujourd'hui, l'exploitent d'une façon aussi horrible.

L'ouvrier, nommé député, cherche aussitôt à sortir définitivement de la classe laborieuse. La bourgeoisie l'a bien compris : le sachant à vendre, elle s'empresse de le combler de faveurs, et, dès lors, vous avez un ennemi de plus.

Nous, anarchistes, sommes partisans de la Révolution parce que, convaincus de l'inefficacité du parlementarisme, devant la misère toujours croissante des travailleurs, nous croyons que la force seule pourra nous débarrasser des impitoyables sangsues d'aujourd'hui.

Un assistant, le cerveau probablement dérangé par la chaleur qui régnait dans la salle, s'oublie au point de vouloir troubler l'ordre de la discussion.

Son incartade est bien vite réprimée.

Le citoyen Monier passe en revue les différents palliatifs ; la participation aux bénéfices, la coopération, proposés pour remédier à la crise et en prouve, d'une façon complète son entière inefficacité.

Un ordre du jour, blâmant l'attitude de la presse bruxelloise tout entière à l'égard des anarchistes, est adopté par acclamation.

A bientôt un nouveau Meeting.

L'Action Révolutionnaire

Comme celui des dieux, le respect de l'autorité s'en va.

La quinzaine écoulée a vu se produire deux faits qui prouvent la vérité de cette assertion, à Madrid, on a fait sauter la maison d'un sénateur ; à Cantril (département de la Somme) le maire a été tué.

Tant mieux ; le respect de l'autorité est le dernier préjugé qui protège la société bourgeoise. Une fois disparu, la Révolution sera accomplie.

Allons, compagnons un dernier effort !

L'abondance de matière, nous force de remettre au prochain numéro la suite de la propagande par le fait en Allemagne ainsi que plusieurs autres articles.

Attaques et Représailles.

Aujourd'hui que le patronat, encouragé par l'avachissement dans lequel est plongé l'opprimé, fait peser sur lui, plus lourdement que jamais, le poids de son autorité et l'accable de ses exigences, il est nécessaire, croyons-nous, de placer devant les yeux des exploités leur misérable situation.

Devant les agissements de la classe dirigeante, ils retrouveront, espérons-nous, le sentiment de leur dignité. Forcément, ils seront poussés à réfléchir, à se demander s'ils ne sont pas hommes aussi bien que ceux qui se sont arrogés le droit de les commander, de les rabaisser au rang de la brute. Un cri d'horreur jaillira bientôt de leur poitrine, si longtemps comprimée, devant l'indignité de leur situation ; ce cri, répété partout, fera relever ceux qui sont à genoux aujourd'hui. Et alors, gare aux exploités !

* *

Parmi les nombreuses fabriques que renferme la ville de Termonde, il en est une de coton qui a comme propriétaire le sieur G. De B. Ce personnage, exploiteur modèle, occupe de 175 à 200 ouvriers qui ont comme salaire maximum la somme de fr. 1-50 par jour. Et parmi ces ouvriers, il en est qui ont une famille de 5 à 6 enfants !

M. G. De B. est un philanthrope ; seulement, en bon dieusard conséquent, il ne considère ces ouvriers que comme des esclaves bons à tout. Cette idée est tellement enracinée chez lui, qu'il a fin de les avoir constamment à sa disposition, il leur procure un logement dans une cité qu'il a fait construire. Ce logement coûte aux ouvriers la somme de fr. 3-50 à 4, c'est-à-dire 1 franc en plus du loyer ordinaire. Ceci déduit de leur salaire, il leur reste encore une somme de 6 francs pour se procurer les provisions du ménage. Là encore cet homme généreux a tenu à montrer sa sollicitude pour ceux qu'il utilise. Craignant qu'ils n'aillent au cabaret dépenser le fruit de leur labeur, il leur retient le reste de la quinzaine et leur permet d'aller prendre chez un sien parent, épicière de son état, toutes les provisions nécessaires, pourvu qu'elles ne dépassent pas la somme retenue.

Voilà donc des ouvriers qui, après s'être échinés journellement une quinzaine d'heures, n'arrivent pas encore, au bout de la quinzaine, à voir la couleur de leur argent. Placés sous la tutelle de leur patron, ils sont obligés, sous peine de crever de faim, de laisser disposer de leur salaire par l'individu

même qui le leur octroie et qui, on peut le penser, cherche à rentrer le plus possible en possession de ce qu'il a déboursé. Nous posons en fait, qu'au bout de l'année, il s'est accaparé la valeur totale de la production de 200 ouvriers, c'est-à-dire que lui, sans avoir eu d'autre peine que de l'empocher, a amassé deux cent fois le montant de ce qu'a produit un ouvrier. Et l'on d'étonne que l'ouvrier se rebiffe, que devant une si monstrueuse exploitation de ses bras il montre les dents et arrive à tuer celui qui le vole d'une manière aussi infâme.

Déjà cela commence. Ainsi dernièrement, des ouvriers occupés à déblayer une route du chemin de fer dans les Vosges (France), ayant abandonnés le travail et ne parvenant pas à se faire payer leurs journées de salaire, se sont emparés de la caisse et s'en sont partagés le montant.

C'est un procédé que nous recommandons à tous les exploités et spécialement à nos amis de Termonde. Quelques hommes décidés suffisent pour cela, et au besoin on se sert du pétrole ou bien de la dynamite et on profite du désordre pour mettre le grappin sur la caisse.

Allons, un peu d'énergie. Songez que vous êtes des hommes, que vous travaillez et que vous avez droit de toucher l'intégralité de ce que vous produisez.

Tactique possibiliste.

A propos des expulsions de la Suisse, la *Voix de l'Ouvrier*, organe possibiliste, annonce jésuitiquement que 21 socialistes ont été expulsés, donnant ainsi à entendre que cela pourrait être des démocrates-socialistes quand elle sait parfaitement que ce sont des anarchistes.

Mais, tas de crétins, vous savez parfaitement que vous faites trop bien l'affaire des gouvernants, en endormant les ouvriers, pour qu'ils songent à vous tracasser.

???

Sur le déficit de 66,000 francs, de l'Association libérale de Bruxelles combien d'argent ont reçu les candidats ouvriers pour retirer leurs candidatures devant la liste bourgeoise panachée, aux dernières élections communales ?

Nous demandons aussi combien a coûté à la ligue libérale l'entreilet de la *Voix de l'Ouvrier* sur Demeur.

LE CONGO

OU L'EXPLORATION AFRICAINE.

Prolétaires, saluez-les ! La farce Congolaise a fait un tour complet !

O bourgeois, qui espérez sauver votre industrie en civilisant, pardon, en exploitant l'Afrique centrale.

O sublime candeur ! pure naïveté !

Et notez que certains individus bourgeois rient également, ils trouvent ça tout drôle et très amusant : ils ont tort, car il est évident que c'était la dernière ressource qu'il restait à l'industrie dans l'état actuel de la société. Vous riez, bourgeois ! Allez-y gaiement, vous ne rirez jamais autant que nous et ... rira bien qui rira le dernier.

Léopold II, le chef de ce mouvement a été également d'une naïveté enfantine, puisque la comédie lui coûte, pardon nous coûte, 13,000,000 fr. c'est raide ça !

Mais aussi, comprend-on ces barbares, qui ne veulent pas se soumettre, au lieu de faire preuve de bonne volonté et de venir à la côte apporter des dents d'éléphant qu'ils échangeraient contre une lime de fer de 25 centimes. C'est ça qui serait gentil !

Mais non ; on veut les civiliser, les moraliser, les exploiter en les faisant travailler dans les champs, dans les mines, sur les navires, etc., et il ne veulent pas ! Ils préfèrent vivre librement au milieu de la nature ; et en un rien de temps, ils vous démolissent

baraques, campements, etc., construits par les Européens. C'est décourageant, parole d'honneur !

Quoi ! bourgeois ! vous vous étiez dit : « Trop de production, pas moyen d'écouler nos produits, envoyons-les au Congo », et vous vous figuriez que cela allait se faire aussi facilement que l'exploitation américaine ? Mais en Amérique, bourgeois de mon cœur, vous pouviez envoyer des armées d'émigrants, qui, immédiatement travaillèrent la terre, construisirent des villes, etc., sans être incommodés par le climat et, se trouvant en nombre suffisant pour résister aux malheureux peaux-rouges ! Très bien ; mais en Afrique, les maladies, les épidémies, vous enlèvent des hommes comme des mouches ; l'entretien de vos soldats que vous envoyez sur ces nouveaux territoires vous coûte terriblement cher, et puis les Congolais s'amuse, histoire de passer leur temps, quoi ! à renverser vos constructions !

Allons, allons, bourgeoisie adorée, renoncez à vos beaux projets : vous n'écoulez pas vos produits, votre industrie se ruinera, vos usines se fermeront et les ouvriers, alors sans ouvrage et sans pain, vous diront : Nous crevons de faim et vous êtes riches, nous sommes les esclaves et vous êtes les maîtres, soyons égaux, et si vous refusez (et vous refuserez évidemment) alors par le fer, par le poison, par la dynamite nous vous forcerons à rendre gorge et de cette manière, nous mettrons fin à la crise industrielle et financière, dont nous autres, prolétaires, nous souffrons tant actuellement !

De l'Anonymat dans la Presse Anarchiste.

Notre compagnon de lutte *l'Égalitaire*, de Genève, publie un intéressant article sur l'anonymat, où, après avoir flétri en termes énergiques la presse omnicolore, monarchiste, républicaine, possibiliste, etc., il conclut en ces termes :

« Nous voulons le journal, car il nous paraît utile, nécessaire, indispensable, mais nous le voulons libre, impersonnel, totalement détaché des intrigues et des équivoques, une sorte de tribune où tous les dévouements sont appelés, aidés, encouragés et où toutes les relations sont basées sur le principe de l'égalité.

« Car, si nous devions marcher sur les traces des journalistes, mieux vaudrait cent fois briser notre plume et abandonner la lutte.

« Or, l'anonymat est la condition primordiale d'un organe anarchiste, à quoi bon signer ? Si cela donne plus d'importance à un article, c'est que l'auteur est connu, alors c'est dangereux ; dans le cas contraire, c'est inutile.

« Une concession en appelle une autre. Si nous ne savons pas rester dans le principe, nous portons préjudice à la cause.

« Plus de chefs ! avons nous dit.

« Plus de fétiches, plus d'idôles, plus de meneurs !

« En principe, nous ne verrions pas grand mal à l'emploi de noms ou de pseudonymes empruntés à la mythologie, à l'histoire ancienne, etc, mais dans la pratique, cela autorise l'usage et perpétue les abus.

« Donc plus de ces mesquineries, plus de ces faiblesses ! le bon, le juste, le vrai, voilà le principe.

« La presse anarchiste a une mission à remplir :

Démasquer les roueries et les subterfuges des journaux bourgeois pour capter la confiance du peuple.

« Relever les esprits et retremper les caractères par une littérature saine et forte qu'on donne du cœur et de la virilité.

« Prêcher le courage et l'abnégation ; et donner l'exemple en conformant ses actes à ces principes.

« Telle est notre manière de voir ».

La chasse aux Anarchistes.

ROUBAIX. — Le compagnon Pétout, se

trouvant sans travail cet hiver, se fit contrebandier ; arrêté par les gabelous, il se défendit énergiquement.

La cour d'assises de Douai vient de le condamner à huit ans de réclusion.

Si les misérables enjuponnés l'ont frappé si durement, c'est qu'ils savaient que le compagnon Pétout était anarchiste et aussi qu'il avait passé des exemplaires du *Révolté* en France.

PARIS. — Le compagnon Jacques de Buyger, d'origine belge, a été appréhendé ou corps en son domicile et conduit en voiture cellulaire à la frontière, sans autre forme de procès ; le compagnon de Buyger avait commis le crime de faire de la propagande anarchiste. De Buyger avait eu l'imprudence d'adresser une lettre à *l'Etoile belge*, qui s'est empressée de le dénoncer à la bienveillance de la police française.

BERNE. — Le gouvernement fédéral vient d'expulser vingt-et-un anarchistes étrangers. Qu'on vienne encore nous casser le tympan avec l'hospitalité de la libre Helvétie !

Un des expulsés, le compagnon Schulze, étant retourné en Allemagne, vient d'être arrêté par les sbires à Bismarck.

NAIVETÉ BOURGEOISE

C'est avec admiration et aussi avec un étonnement indescriptible que les journaux bourgeois de toutes nuances constatent que le dieu Rogier qui vient de mourir, ne lègue aucune fortune à ses héritiers, quoique ayant occupé les plus hautes dignités du royaume et, surtout, ayant fondé la Banquennationale.

On ne saurait avouer avec plus de naïveté que ceux qui ont occupé ou occupent encore des fonctions gouvernementales, s'en servent principalement pour s'enrichir, et avec eux, leurs familles.

Nous recueillons cet aveu avec beaucoup de plaisir. Il justifie pleinement les attaques que nous dirigeons contre tous ceux qui, par un moyen quelconque, cherchent à accaparer un emploi dans les mille rouages dont la bourgeoisie a encombré son régime ; il nous est un encouragement à aller de l'avant : nous n'y faillirons pas. Nous ne désarmerons que lorsque le peuple convaincu de l'inutilité de l'Etat, se révoltera et chassera tous les parasites que nécessite cette institution et qui vivent au détriment des travailleurs.

Cependant, nous tenons à faire remarquer que M. Rogier, tout intègre qu'il fût, reçut en pot-de-vin (c'est *l'Etoile Belge* qui le dit), de la ville d'Anvers, la maison qu'il occupait en récompense des bienfaits tout particuliers dont il combla cette ville, au détriment, nécessairement, des autres cités.

Que voulez-vous ! Le régime est pourri, il communique sa pourriture à tous ceux qui le soutiennent.

C'est pourquoi M. Rogier n'a pu s'empêcher de faire comme les autres ; c'est aussi pourquoi nous combattons les députés ouvriers, parce que nous sommes convaincus qu'eux, pas plus que les autres, n'échapperont à la contagion. Comme les autres, ils chercheront à tirer parti de leur situation, s'enrichiront, et une fois arrivés là deviendront fatalement les alliés de la bourgeoisie, partant les ennemis du peuple.

SOUSCRIPTION

en faveur de NI DIEU NI MAITRE.

Deuxième liste.

Vive le vol pour la propagande, 0,05 c. — Bertrand et Macaire, 0,05 c. — Macaire et Bertrand, 0,05 c. — Joffrin n'ayant plus le nez en parfait état perdra le flair électoral, 0,10 c. — Le nez culotté et calotté de Joffrin, 0,25 c. — Un jeune anarchiste, 0,05 c. — Un tailleur anarchiste, 0,15 c. — Vive l'anarchie, fr. 1,55. — Collecte faite à la salle du Navalorama, 7 fr. — Collecte faite à la salle de la Renommée, fr. 1,45. — Un

meurt-de-faim, 0,35 c. — Les minorités sont toujours raison, 1 fr. — Pour que la digue que Janson entend opposer au flot populaire se brise au premier choc, 0,50 c. — Pour que le peuple mette tous ces digneurs en fourrière, 1 fr. — Un malheureux, 0,20 c. — Pour que les ouvriers comprennent l'Anarchie, 0,25 c. — E. S., 0,95 c. — Les fruits sont à tous, la terre à personne, 0,10. — Produit d'une annonce, 0,75 c.

Liste émise par le groupe Le Cataclysme social. d Houplines-Nord :

Si l'homme savait ce qu'il fait en votant, il serait honteux de lui-même, 0,25 c. — Les anarchistes sont des semeurs de lumière, de vérités que la postérité doit récolter 0,25 c. — La Révolution est inévitable, 0,25 c. — Un jeune anarchiste, 0,10 c. — Les amis de Bruxelles ont bien fait de caresser le délateur Joffrin, 0,20 c. — La même caresse lui sera faite s'il vient nous visiter, 0,20 c. — Pour qu'on donne au plus vite à Joffrin son galon d'homme de rien, 0,10 c. — Les étatistes se remuent contre ce qui les tue, 0,20 c. — Les socialistes-évolutionnistes de Ploegsteert tombent sous les coups de la risée qu'inspirent leurs théories, 0,20 c. — Pour que tes anarchistes d'Houplines songent au journal *Ni Dieu ni Maître*, 0,20 c. — Vive l'Anarchie, 0,10 c. — Anseele, cesse d'être ambitieux et tu deviendras anarchiste 0,15 c. — Mettons à jour les vices du parti évolutionniste belge, le flatteur est toujours trompeur, n'est-ce pas Bertrand ? 0,10 c. — Total : fr. 2-30.

Total fr. 17-70

Liste précédente, 50-80

Total à ce jour, fr. 68-50

PETITE CORRESPONDANCE.

F. à Toulon, reçu mandat.

J. à Narbonne id.

Va paraître prochainement :

LE FORÇAT DU TRAVAIL

Organe anarchiste 5 cent. — Abonnements : 3 mois : 75 c. ; 6 mois 1,50 fr. ; un an, 3 fr.

Prix pour les groupes, le cent : 3 fr.

Adresses lettres et communications au compagnon POUTON.

Rue St-Jean, 41, Bordeaux.

La *Revue anarchiste internationale*, de Bordeaux nous annonce sa réapparition pour bientôt ; elle prie ses abonnés et dépositaires de régler au plus tôt les numéros en retard.

Adresser lettre et communications : 17 rue Citran, Bordeaux.

En vente à la librairie socialiste F. MONIER, 4, rue Rollebeek, Bruxelles.

Ni Dieu ni Maître, 5 c. — La Bataille, 5 c. — Le Révolté, 10 c. — Freiheit, 20 c. — Le Tire-Pied, 10 c. — La Question Sociale 25 c. — La Revue Anarchiste, 25 c. — La Revanche du Proletariat, 30 c. — La Mort de Delescluze, 25 c. (avec portrait) — La Question sociale, par Malon, 1 fr. au de 3,50 fr. — Le Catéchisme Socialiste, de Guesde, 50 c. — au lieu de 1 fr. — Les Chansons de J.-B. Clément, 2,50 fr. — Le Péril Social dévoilé, 1,50 fr. — Le Suffrage universel, par Strauss, 1 fr. — Les Deux Républiques, par Douay, 50 c. — La Morale, par Sierebois, 2 fr. au lieu de 6 fr. — Germinal, (en volume) 3, 25 fr. (en livraison) 10 c. — Les Mouches et les araignées, 10 c. — Les Incendiaires, de Vermersch, 15 c. — Rochefort enterrant l'Empire, gravure de Gill, rare 1 fr. — Collection complète de l'Insurgé, 1 fr. — La Main de Fer. drame socialiste, 1 fr. — La Commune devant les anarchistes, 10 c.

Envoi franco, contre timbres ou mandats poste.

N. B. On se charge de la reliure.

Éditeur : A. DE ROY.

Imp. L. VANDENHOUTEN, rue Rogier, 52.